

*Questions orales***LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT****LES ÉNERGIES DE REMPLACEMENT—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Sciences et de la Technologie sur un sujet qui a déjà été abordé ce matin. D'après le ministre, le secteur privé peut faire la recherche et le développement sur l'énergie renouvelable, mais il sait très bien que les entreprises privées dans le secteur de l'énergie renouvelable sont très petites et très faibles. En fait, voilà dix ans qu'elles font le travail abandonné par le gouvernement actuel. Le ministre veut-il dire qu'il n'y a pas de place pour l'énergie renouvelable dans l'avenir du pays?

L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je croyais avoir dit clairement il y a un moment que le gouvernement est décidé à poursuivre les travaux et les recherches sur l'énergie de remplacement et les recherches nécessaires pour faciliter cette entreprise. Comme l'a dit le député, ces travaux progressent depuis dix ans et ils sont largement subventionnés par le gouvernement fédéral. Ainsi, s'il existe des débouchés à l'étranger pour la technologie solaire, il est grand temps que ce secteur commence à prouver qu'il est en mesure de commercialiser des produits qui se vendront sur le marché extérieur. Nous comptons appuyer de telles initiatives par différents autres programmes du gouvernement.

L'ÉNERGIE RENOUVELABLE

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, le ministre a dit que le gouvernement subventionne l'énergie de remplacement; il n'a pas dit que le gouvernement subventionne l'énergie renouvelable. Quelle est la position du gouvernement progressiste conservateur, un gouvernement qui a promis pendant la campagne électorale d'appuyer tous les projets industriels qui rendraient notre pays moins tributaire du pétrole brut?

L'hon. Thomas Siddon (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, d'après les estimations et les informations obtenues de mes collègues du Conseil national de recherches et d'autres services fédéraux, dans un avenir prévisible, nos réserves d'hydrocarbures ainsi que nos ressources hydro-électriques et nucléaires permettront de répondre aux besoins du Canada. Quant à la possibilité d'exporter la technologie de l'énergie renouvelable, le gouvernement continuera à appuyer la recherche et le développement ainsi que la mise au point de produits avantageux pour l'économie canadienne.

LES MINES**L'ANNONCE DE LA FERMETURE D'UNE MINE DE LA STELCO À RED LAKE, EN ONTARIO**

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Mines. Stelco Incorporated a annoncé hier son intention de fermer la mine Griffith Iron ore située entre Ear Falls et Red Lake. La fermeture de cette mine entraînera directement la perte de 283 emplois, ce qui représente près du quart de la population active de la région, et ses conséquences seront désastreuses. Le ministre ne pourrait-il pas faire pression sur Stelco pour qu'elle renonce à son projet, ou bien trouver un autre exploitant pour cette mine? Advenant qu'il ne réussisse pas à garder la mine ouverte, veillera-t-il à ce que cette fermeture se fasse dans des délais plus raisonnables?

L'hon. Bob Layton (ministre d'État (Mines)): Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir signalé cette question à la Chambre et de m'avoir donné la possibilité, en tant que nouveau député à la Chambre des communes, de prendre la parole dans cette enceinte. Nous connaissons bien le dossier de la fermeture de mine Griffith à Red Lake. Nous suivons l'affaire de près ainsi que les efforts déployés par le gouvernement provincial; je puis assurer au député, et aux travailleurs de la région de Red Lake qui seront touchés par cette décision, que notre gouvernement est prêt à leur accorder le plus d'aide possible par les programmes existants. Ils bénéficieront ainsi de l'aide à la mobilité de la main-d'œuvre et de programmes de recyclage; nous les aiderons à trouver un autre emploi et nous examinerons toutes les solutions financières ou autres qu'il sera possible d'appliquer dans leur cas.

L'AIDE AUX MINEURS

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, la réponse a été bien lue et ma question supplémentaire devrait s'adresser à la ministre de l'Emploi. Mais comme elle est absente, je la poserai au ministre d'État chargé des Mines.

Si la mine ferme effectivement ses portes, le gouvernement accordera-t-il à la région la même aide que celle consentie aux mines du Québec qui ont été fermées dernièrement?

L'hon. Bob Layton (ministre d'État (Mines)): Sans aucun doute monsieur le Président!

* * *

L'INDUSTRIE**L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE—LA POSITION DU MINISTRE**

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Le gouvernement canadien et son ministère ont-ils l'intention de fermer les yeux sur les besoins de l'industrie de la chaussure et sur le problème des importations de chaussures jusqu'à ce que le ministre ait vendu ses intérêts dans une entreprise de chaussures en faillite?